

**Textes régissant l'enquête publique
et façon dont cette enquête s'insère dans la procédure d'autorisation unique**

L'implantation d'un parc éolien relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), rubrique 2980 de la nomenclature, implique une instruction (articles L. 512-1 à L. 512-6-1 et R. 512-2 à R. 512-45 du Code de l'environnement) comprenant la présentation du projet en enquête publique. Cette enquête publique est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement et par l'article R. 512-14 du même code, sous réserve des dispositions de l'article 14 du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette autorisation unique, créée par l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, vise à réunir plusieurs autorisations nécessaires pour la mise en œuvre du projet :

- une autorisation ICPE au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- un permis de construire au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- et le cas échéant : une autorisation d'exploiter une installation de production électrique au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie, une approbation de construction et d'exploitation des ouvrages de transport et de distribution d'électricité au titre de l'article L. 323-11 du code de l'énergie, une autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier et une dérogation « espèces protégées » au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

L'enquête publique est lancée après constat de la recevabilité du dossier de demande (caractère complet et suffisant de la demande pour permettre l'information et la consultation des différentes parties prenantes).

Elle est organisée et prescrite par arrêté du préfet de département et menée par un commissaire enquêteur désigné par le président du tribunal administratif.

D'une durée d'un mois minimum, l'enquête publique vise à recueillir les observations, propositions et contre-propositions de toute personne intéressée par le projet. Des registres sont mis à disposition à cet effet pendant toute la durée de l'enquête. Le public peut également écrire au commissaire enquêteur par courrier qui sera alors annexé au registre. Le commissaire enquêteur est également amené à tenir plusieurs permanences durant lesquelles le public peut le rencontrer.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur remet un rapport rendu public, prononçant des conclusions motivées.

Ce rapport, ainsi que l'ensemble des avis recueillis lors de la consultation administrative menée durant l'instruction (avis des communes concernées, des services interrogés...), sont examinés par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

Le dossier peut être présenté pour avis en commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation spécialisée sites et paysages.

Le préfet de département délivre ou refuse l'autorisation unique.